

Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté

Comité régional de suivi PSN

FEADER 2023-2027 du 18 novembre 2025

Procès-verbal

La séance est ouverte à 9 heures 43 sous la présidence de M. MOREL.

1. Propos liminaires

M. LE PRÉSIDENT ouvre la séance et remercie les participants d'être présents, dont les deux correspondantes de la Commission européenne et Mme BERNARD, Secrétaire Générale Adjointe pour les Affaires Régionales. L'objet principal de ce comité de suivi est le remaquetage en milieu de programmation dans un contexte politique et financier complexe, avec de fortes contraintes budgétaires au niveau des régions et des départements.

S'étant rendu à Bruxelles à l'instar de tous ses collègues des Régions de France pour montrer leur unité dans le cadre des travaux préparatoires de la prochaine programmation 2028-2034, M. LE PRÉSIDENT constate que la programmation PAC n'est pas simple. La volonté de la Mme VON DER LEYEN, Présidente de la commission européenne, d'un programme national unique regroupant toutes les politiques de développement régional et rural est remise en cause par certains États-membres et par certains eurodéputés. De nombreuses discussions sont en cours, y compris sur les ressources permettant de financer ce nouveau budget. De nombreuses choses sont à affiner, mais il faut noter que depuis que les Régions gèrent les fonds européens, ils n'ont jamais été aussi bien consommés.

M. LE PRÉSIDENT remercie le président de la Chambre régionale, ses élus représentants, Thomas LEMEE et Stéphane SAUCE, et sa directrice, Anne COSTE, de tout le travail réalisé en amont entre la Chambre régionale de l'agriculture et le Conseil régional sur les fiches dispositifs, les grilles de sélection et le remaquetage. Il faut relever que le dialogue est plus serein entre la Chambre régionale et les syndicats agricoles, qu'il remercie pour leur apport sur ces sujets. Il tient à remercier les Conseils départementaux pour leur présence. Ces derniers étant cofinanceurs des dispositifs Modernisation, Transition agroécologique et Diversification, malgré des budgets aussi très contraints. Jusqu'à présent, les trois agences de l'eau n'étaient pas dans le circuit du financement, mais un travail est en cours depuis plusieurs mois pour qu'elles puissent apporter leurs cofinancements

M. LE PRÉSIDENT souligne que les éléments présentés ce jour concernant les fiches et les grilles de sélection sont le fruit du travail de simplification mené par le Conseil régional.

S'il y a un remaquetage ce jour, M. LE PRÉSIDENT indique qu'un autre sera relancé début 2026 car un nouveau transfert entre le premier pilier et le second pilier de la PAC est attendu. Ce nouveau remaquetage devra également permettre d'ajuster la maquette dédiée aux soldes des dossiers DJA de la programmation RDR3 payés sur la programmation RDR4.

Mme BERNARD salue les membres du Comité et les prie d'excuser le préfet de Région, qu'elle représente et qui reste attentif à la situation du monde agricole. Dans cette période de contraintes budgétaires, la mobilisation des fonds européens est essentielle et le FEADER est un outil central pour l'agriculture et le monde rural, soutenant plusieurs priorités, dont la politique d'installation, ce qui répond au défi du renouvellement des générations, au cœur de la loi d'orientation agricole. Les soutiens en faveur de la modernisation des exploitations agricoles jouent un rôle fondamental dans l'amélioration de leurs performances économiques et environnementales. Ces orientations traduisent une volonté forte de garantir l'avenir du modèle agricole. Il faut souligner l'importance du travail étroit engagé entre la Région et l'État. Cette coopération permet d'assurer une mobilisation efficiente des crédits européens et s'appuie sur l'implication active des collectivités, des acteurs professionnels et de l'ensemble des partenaires. Cette réunion intervient à mi-parcours de la PAC 2023-2027, permettant un premier bilan et d'identifier les ajustements nécessaires pour renforcer la pertinence des interventions. C'est l'objet du remaquetage, qui vise à augmenter les moyens où les besoins sont plus importants et à tenir compte des réalités économiques, environnementales et sociales du terrain. Il s'agit de tirer parti de ce premier bilan et des demandes remontées par les acteurs pour adapter certaines mesures du PSN, dont les modifications des fiches. Ce rendez-vous est aussi l'occasion d'anticiper la prochaine programmation de la PAC, puisque les enjeux à venir tels que l'attractivité du métier, la transition agroécologique et la résilience face aux aléas demandent une préparation exigeante. À ce titre, le travail engagé grâce à la COP Bourgogne-Franche-Comté constitue un atout précieux qui permettra d'alimenter utilement la réflexion. L'État continuera de se tenir aux côtés de la Région et des acteurs agricoles et ruraux pour mettre en œuvre les politiques publiques de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt.

Mme HERVÉ remercie la Région et le service PSN-PDR pour l'organisation de ce Comité. Il se déroule dans un contexte particulier, puisque la Commission européenne a présenté en juillet 2025, pour le prochain cadre financier pluriannuel 2028-2034 un budget total de 2 000 milliards d'euros, soit le plus grand budget jamais proposé. S'agissant de ces propositions, le budget devrait être plus simple, passant de 52 programmes à 16, avec des règles plus simples pour les bénéficiaires et les administrations. Ce budget sera plus flexible, notamment en cas de crise, ces dernières années en ayant vu plusieurs, avec des réserves pour pouvoir modifier ce budget plus facilement. Il devrait avoir un plus grand impact dans le but de mieux coordonner les efforts en matière de cohésion économique, sociale et territoriale au sein de l'Union européenne. Dans ces 2 000 milliards d'euros, 44 % seront destinés aux plans de partenariats nationaux et régionaux. 90 milliards d'euros seront destinés à la France, dont 50,9 qui seront sanctuarisés pour l'agriculture, dont l'aide au revenu au titre de la PAC. C'est un minimum que l'État français devra garantir pour les agriculteurs et forestiers. L'aide au revenu sera plus large qu'actuellement et comprendra l'aide au revenu de base, mais aussi les investissements, les ICHN, les MAEC, les aides couplées, etc. La France peut choisir d'ajouter encore de l'argent dans son enveloppe pour aller au-delà des 50,9 milliards d'euros et il y aura des cofinancements nationaux à ajouter. Le rôle des Régions, qui portera sur la préparation des plans, leur mise en œuvre et leur évaluation, a été confirmé par la présidente VON DER LEYEN. La Commission européenne compte rester en contact direct avec chaque Région. L'articulation exacte des rôles par Etat membre relèvera du débat national. Les régions peuvent avoir dans les plans de partenariat un chapitre dédié uniquement à chaque Région pour définir leurs priorités et besoins. Ces propositions sont entre les mains des colégislateurs, à la fois le Conseil de l'Union européenne et le Parlement européen.

Concernant le plan stratégique national et le volet régional, Mme HERVÉ rappelle que la Région est autorité de gestion déléguée depuis le 1er janvier 2023 pour le budget de 254 millions d'euros. Une modification sera discutée pour réallouer 2 millions supplémentaires attribués à la Région. S'agissant des deux programmes de développement rural 2014-2022 qui se termineront en décembre 2025, la Région a mis en œuvre la Mesure d'urgence « M23 » dans le cadre proposé par la Commission. 35 millions d'euros sont prévus pour aider les agriculteurs bourguignons et francs-comtois à faire face à la FCO et aux catastrophes naturelles. La Commission reste aux côtés de la Région et de tous les partenaires pour clôturer cette programmation.

M. LE PRÉSIDENT confirme qu'un travail est en cours sur la M23. Il sera le lendemain dans le département du président des jeunes Agriculteurs (Nièvre), puisqu'il est important pour ceux qui ont subi la FCO et des catastrophes naturelles d'être à leurs côtés. Il y a des aides à l'investissement et des aides structurelles pour les gens qui vivent des périodes difficiles, et les régions et l'Europe sont là pour accompagner les agriculteurs. Sur le remaquetage RDR4, les enveloppes sont quasiment toutes consommées, notamment sur la diversification et les PEI, mais certaines mesures ne le seront pas et l'État français a décidé de redonner aux Régions une somme d'argent pour l'investissement, qu'il faut inclure dans les programmes d'investissement. Il faut noter que les premiers modules de paiement (dispositif Modernisation) ont été ouverts cette semaine. La Saône-et-Loire sera département pilote, un travail étant réalisé en ce sens avec l'ensemble des réseaux de la profession agricole. Il n'en est pas fier, puisqu'il aura fallu 3 ans pour le faire, mais il y a une avancée. Les équipes sont mobilisées pour que les agriculteurs puissent déposer au plus vite leurs factures pour qu'elles soient étudiées, puis qu'elles aillent à l'ASP.

2. Modification du règlement intérieur du Comité régional de suivi

M. FRITZ annonce que cette modification du règlement intérieur du Comité régional de suivi vise à permettre d'effectuer des consultations express en 2 jours. Ces consultations écrites sont envisagées pour des cas exceptionnels et la règle restera une consultation écrite en 10 jours ouvrés. L'objectif est de donner plus de souplesse pour faire face aux aléas de calendrier.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité

3. Modification de la maquette régionale FEADER 2023-2027

M. LE PRÉSIDENT rappelle qu'un travail en commun a été réalisé en vue de ces modifications.

M. RITZ indique que 53 millions sont formellement programmés sur les 254 millions de la maquette, soit 21 %, avec des taux d'avancement différents suivant les dispositifs, certains fonctionnant sous forme d'appels à projets et d'autres en appel permanent (Natura 2000 et LEADER). À ces 53 millions déjà programmés, il faut ajouter les 7,2 millions du Comité de programmation, en cours de consultation du 18 au 21 novembre sur des dossiers de diversification et de nouveaux dossiers PEI. Des appels à projets sont ouverts sur la modernisation, les industries agroalimentaires, la desserte forestière et la diversification. Les 53, 7 et 47 millions programmés représentent environ 50 % de la maquette programmée ou en cours d'instruction. Il faut y ajouter Natura, avec des dossiers couvrant 2 ans de programmation déposés, et LEADER, d'un montant fixe de 5 % de la maquette, aujourd'hui préempté par les projets susceptibles d'être déposés par les territoires.

Dans les montants à reventiler, il y a deux enveloppes différentes, dont une venant de l'abondement P1/P2 pour un montant de 2 464 902 euros.

- La mesure méthanisation sera fermée, ce dispositif étant transféré au FEDER, ce qui rend 1 355 900 euros disponibles. Le deuxième ajustement porte sur l'hydraulique collective. 2 dossiers avaient été identifiés, mais ne sont pas éligibles au FEADER et ne pourront pas faire l'objet d'un soutien lors de cette programmation.
- Il est proposé de diminuer le budget dédié à l'hydraulique collective en conservant 1 million d'euros, parce que la gestion de l'eau est un sujet majeur et qu'il est intéressant d'enclencher des premières études. Les 3 millions restants sont redéployés vers les dispositifs en tension.
- Par ailleurs, l'appel à projets sur la transition des pratiques est un dispositif pour lequel il y a de vrais enjeux de consommation et de cible, pour une enveloppe de 9,4 millions d'euros. 400 000 euros ont été consommés par un premier appel à projets et 900 000 euros par un deuxième. 8 millions ne seront pas mobilisés et il est proposé de remettre cette dotation dans le remaquetage.

Au total, cela représente une enveloppe de 14 820 802 euros pour ce Comité de suivi et il est proposé de réabonder 4 dispositifs :

- 3,5 millions sur l'accompagnement pour les transitions agroécologiques sur une enveloppe initiale de 9,2 millions consommée à 75 % ;
- 5 millions sur les investissements pour la diversification des productions agricoles sur une enveloppe initiale de 5,6 millions consommée à 100 % ;
- 5,64 millions sur la modernisation et l'adaptation des exploitations d'élevage au dérèglement climatique, enveloppe consommée à 66 %, dont une partie des 2,4 millions P1 et P2 destinés aux investissements et un peu plus de 3 millions supplémentaires pour la problématique du stockage individuel d'eau ;
- 755 900 euros sur le PEI, qui peut s'appliquer sur des usages innovants ou de la gestion innovante de l'eau.

Cette modification de maquette redonne du FEADER sur les dispositifs, mais nécessitera des cofinancements des Départements et de la Région, respectivement pour moins de 4 millions d'euros, et seront abondés par les Agences de l'eau, les conventions étant en cours de finalisation.

M. LE PRÉSIDENT observe que ce remaquetage en appellera d'autres, puisque tout n'est pas stabilisé, notamment vis-à-vis des Agences de l'eau. Il faut toutefois rassurer les Départements quant au fait que cet appel de cofinancements complémentaires sera le dernier fait aux Départements. Ces derniers ont été écoutés et des efforts sont attendus partout en termes d'argent public.

M. LEMEE estime vivre dans la région un véritable scandale pour les agriculteurs sur la gestion des fonds européens. Les agriculteurs et jeunes agriculteurs ne sont pas coresponsables du fiasco vécu dans la région. Selon lui, depuis 3 ans, aucun euro n'est arrivé dans les cours de ferme. Les programmations de paiement sont annoncées, mais la question se pose de savoir quand les paiements seront effectifs aux agriculteurs, ce qui demandera des mois avec le délai de dépôt des dossiers, l'instruction par le Conseil régional et le paiement par l'ASP. Selon lui, les premiers euros arriveront dans les fermes au mois de mars, soit après 38 mois, ce qui est inadmissible. Il constate que le Président n'en est pas fier, mais les agriculteurs sont à bout. Les demandes de paiement n'avancent pas, les dossiers ne pouvaient pas être déposés et il y a de nombreuses erreurs dans les conventions, que ce soit sur les montants ou les dates. Des recours ont été faits, sans réponse. Il manque 40 000 euros à de jeunes agriculteurs sur leur convention, mais aucune solution n'est apportée. Bien que le remaquetage ait été travaillé avec la profession agricole, ils sont horripilés par l'enveloppe de fonds allouée à de l'animation Natura 2000. Seuls 4 % sont consommés selon ce qui a été présenté et il a été demandé qu'une réaffectation soit faite vers des fonds allant aux investissements, puisqu'il y a des besoins et des projets, mais rien n'a été remis pour les agriculteurs qui souhaitent investir. Des jeunes s'installent, mais il manque 100 000 euros pour 20 d'entre eux concernés par des enjeux de mises aux normes. Aucune solution n'est trouvée, sachant qu'il leur a été demandé de déposer plusieurs fois leur projet, retoqué chaque fois. Ayant

été interpellée, la ministre a estimé que ce n'était pas son sujet. Il ne faut pas laisser 20 jeunes à qui il manque 100 000 euros sans réponse ni solution en remettant la faute sur quelqu'un d'autre. Les jeunes agriculteurs ne doivent pas payer les conséquences d'un fiasco administratif. Les jeunes agriculteurs, qui ont demandé un remaquetage un peu fort sur cette animation de Natura 2000, n'ont pas été écoutés. Il n'en ressort que des contraintes supplémentaires pour l'agriculture sur ces zonages, avec moins de production et moins de revenus. Les budgets étant de plus en plus serrés et l'argent public se faisant rare, c'est faux et intenable dans le temps de dire que les agriculteurs seront aidés financièrement sur ces contraintes supplémentaires. Il faut laisser les agriculteurs travailler et surtout les écouter, puisqu'ils ne le sont pas à ce jour.

M. LE PRÉSIDENT reconnaît qu'il n'y a pas de paiement depuis 3 ans, mais rappelle que la Région Bourgogne-Franche-Comté a passé avec les banques un accord pour prendre en charge les intérêts des prêts court terme que les jeunes agriculteurs ou d'autres sont obligés de faire dans l'attente du paiement des aides FEADER pour la modernisation et la diversification.

Quant à Natura 2000, M. LE PRÉSIDENT rappelle que le remaquetage actuel a été négocié avec la profession agricole, mais il faut aussi négocier avec les acteurs Natura 2000 pour pouvoir enlever plusieurs millions sur ce dispositif. Au-delà de la nécessité d'avoir ces échanges, il faut respecter les règles du PSN avec les 35 % de paiements verts. Les obligations sont de 3 % sur la DJA, 5 % sur LEADER et 35 % sur le vert. Il faut y travailler, d'autant qu'un point serait de voir comment financer des PSE via des fonds Natura 2000. Cela peut permettre d'aider les agriculteurs aux pratiques vertueuses et de rester dans le cadre des 35 %. La profession l'a mis dans ses commentaires, c'est une piste à travailler et il devrait être possible de trouver une solution pour le prochain remaquetage si les fonds Natura 2000 ne sont toujours pas consommés.

S'agissant des jeunes agriculteurs sous contrainte de mise aux normes, une règle était que les agriculteurs qui n'étaient pas aux normes ne pouvaient pas bénéficier des fonds européens. Les délais de mise aux normes seront modifiés via le programme Omnibus mi-2026, passant de 24 à 36 mois et respectant les projets des jeunes agriculteurs sur 4 ans. Il est vrai que 20 dossiers sont en souffrance, mais ils seront traités, parce que de jeunes agriculteurs ne doivent pas être en difficulté à cause de cela. Les mises aux normes sont importantes dans le cadre de l'environnement, y compris pour montrer que les effluents sont mieux gérés. Lui-même s'implique fortement sur ces dossiers et a rencontré certains jeunes agriculteurs en colère. Des solutions doivent être trouvées sur ces dossiers et il n'est pas possible de ne pas en avoir. Ce remaquetage devrait permettre d'aller sur de l'investissement, notamment grâce aux sommes mises sur les programmes de modernisation des bâtiments. Il y a beaucoup à faire pour adapter les exploitations agricoles et pour que les agriculteurs travaillent dans de meilleures conditions.

M. SAUCE corrobore tout ce qui a été dit par M. LEMEE. Il souhaite insister sur l'importance du remaquetage et sur le fait qu'ils se sont battus pour garder la mesure hydraulique eu égard au changement climatique, puisqu'ils ont à ce jour 150 dossiers potentiellement réalisables dans la Région, qu'il est important d'accompagner. Il a été évoqué la simplification, mais il faudrait qu'elle se mette en place, parce que les études ou audits sont extrêmement longs et retardent certains dossiers. Ce remaquetage signifie qu'il faut des co-financements, à la fois des Départements et des Agences de l'eau. Cela paraît dommageable de ne pas l'avoir fait jusqu'à présent et urgent de les mettre dans la boucle, puisque des budgets sont alloués dans les Agences de l'eau.

S'agissant de Natura 2000, il est difficile de comprendre que le fonds FEADER, qui est destiné à aider le monde agricole, paie de l'animation Natura 2000. Pour les agriculteurs, cela ne devrait pas être le cas. Il est intéressant qu'un travail soit fait sur les PSE et que l'argent aille aux agriculteurs pour des changements de pratiques. La profession agricole propose d'être associée au travail sur ce point, notamment pour comprendre les tenants et les aboutissants et apporter des idées.

M. LE PRÉSIDENT rappelle que Natura 2000 concerne des secteurs très complexes, avec des règles à respecter sur des pourcentages de terrains en Natura 2000. De plus, quand l'animation Natura 2000 est faite, les agriculteurs peuvent bénéficier de MAEC ou d'aides. Il faut démystifier tout cela car Natura 2000 ne représente pas que des contraintes. Il faut créer du dialogue entre les animateurs Natura 2000 et les agriculteurs pour savoir qui fait quoi et pourquoi. Le PSE peut être un outil, et les MAEC sont là aussi et financées par les services de l'État. Tout n'est pas parfait,

mais des choses sont faites.

M. FACQUER souscrit à ce qui a été dit par M. LEMEE et M. SAUCE, en particulier sur Natura 2000. Il faut relever qu'il y a à la fois les contraintes actuelles de Natura 2000 et les potentielles. En effet, quand des zones passent en Natura 2000, il peut être constaté dans l'évolution interne des règles Natura 2000 qu'il y a la possibilité de rajouter des contraintes aux agriculteurs plus tard, ce qui peut être gênant à terme. De même que sur la politique du loup, le budget pour Natura 2000 n'est pas à prendre sur le budget du FEADER. Dans les précédentes discussions sur le maquettage, il avait été évoqué que de l'argent n'avait pas été consommé sur les aides à l'installation en bio, qui aurait été réaffecté en modernisation, mais il ne le retrouve pas.

M. LE PRÉSIDENT indique que ce sont les 2,4 millions évoqués sur l'abondement P1/P2, sachant que divers reliquats apparaîtront au fur et à mesure.

M. FACQUER souhaiterait réfléchir à ce que l'argent initialement affecté à de l'aide à de la conversion en bio soit redirigé vers une forme d'aide au maintien. En effet, le marché ne suit pas sur le bio et il faut pouvoir soutenir ceux qui ont fait l'effort de passer en bio.

M. LE PRÉSIDENT revient sur le sujet de l'eau, pour lequel des besoins ont été identifiés, notamment concernant les petits équipements, d'où la proposition d'une grille de sélection « eau ». Cela permet de montrer aux services européens que le sujet de l'eau est compliqué dans la Région, puisqu'elle est en tête de bassin. Quant aux aides sur le bio, elles sont gérées par l'État.

M. BLANC ajoute que les 2,4 millions d'euros évoqués viennent d'une partie du reliquat des aides à la conversion à l'agriculture biologique des campagnes 2023-2024, qui représentait 257 millions d'euros au niveau national. Une part importante a été dirigée vers la revalorisation de l'écorégime bio, un élément de base du premier pilier de la PAC, pour lequel un supplément est accordé aux agriculteurs biologiques, le portant de 90 à 110 euros par hectare. C'est la principale mesure pour le maintien de l'agriculture biologique. Cette décision de revalorisation de l'écorégime a été prise par le ministre de l'Agriculture.

M. GAUJARD remarque qu'entre les 2,5 millions qui proviennent de la conversion à l'agriculture biologique inutilisés et les 8 millions de la transition des pratiques qui vont retourner sur l'investissement, beaucoup est pris sur l'environnement pour aller vers de l'investissement. Il regrette que la transition des pratiques n'ait pas trouvé son public, notamment eu égard à l'environnement qui se dégrade, y compris la ressource en eau. Sur le volet Natura 2000, si l'idée est de réorienter une partie de l'enveloppe sur des paiements pour des services environnementaux, il serait intéressé d'en discuter, mais ne serait pas favorable au fait de basculer ces aides sur de l'investissement, d'autant que, selon lui, ces aides pour les agriculteurs sont en réalité partiellement captées par les machinistes et aspirées par l'augmentation des coûts des matériels. Profitant de la présence des représentantes de la Commission européenne, il rapporte que la Région est confrontée au problème de la DNC, le classement de cette maladie entraînant des contraintes considérables pour les agriculteurs. Il est urgent d'étudier ce type de maladie pour modifier le classement et ne pas aboutir à des impasses, certains agriculteurs ayant des vaches bloquées en montagne ou en zone inondable et étant dans des situations inextricables.

M. LE PRÉSIDENT confirme que la DNC est une catastrophe pour ces agriculteurs, surtout avec la peur que cette maladie engendre. À ce jour, un foyer se trouve surtout dans le Jura, mais rayonne sur l'ensemble de la Région. La Région a dégagé un budget de 300 000 euros sur le budget 2026 pour venir en aide aux agriculteurs et regarde ce qui peut être fait sur le monde de l'agroalimentaire. Par ailleurs, un animal vacciné n'est pas un animal malade et il n'est pas logique de bloquer des animaux alors qu'ils ont été vaccinés. Il faut avoir une véritable réflexion sur le vaccin et la classification de cette maladie pour plus d'efficacité. L'aspect sanitaire n'est pas un problème franco-français ni régional, mais ce sont des règles européennes. Dans ces règles, les pays devraient oublier leur égoïsme pour pouvoir commercialiser des animaux, même s'ils ont été vaccinés.

M. RITZ précise que cette demande d'avis au Comité sur le remaquetage sera transmise au niveau national, la Région étant autorité de gestion régionale. Elle sera synthétisée sous le pilotage de Régions de France pour l'ensemble des autorités de gestion, en lien avec le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, et sera transmise pour validation à la Commission dans une maquette nationale. Le tout fera l'objet d'un examen par les services de la Commission en vue validation avant l'été 2026.

M. MILLION demande si le message du vice-président, Frédéric BROCHOT, a bien été reçu.

M. LE PRÉSIDENT acquiesce.

M. MILLION salue le fait que la Saône-et-Loire soit choisie comme territoire pilote pour expérimenter la mise en œuvre du module de paiement. Il remarque sur les chiffres qu'ils peuvent recevoir juste avant des réunions, qu'il est dit que les départements sont concertés, mais que ce n'est pas leur sentiment. Il indique que le vice-président est favorable au remaquetage pour soutenir l'agriculture, mais avec le regret de la façon dont il a été orchestré.

M. LE PRÉSIDENT objecte qu'ils ont amené ces propositions de remaquetage au dernier moment. La proposition finale transmise en amont de la réunion du 4 novembre visait à tenir compte des résultats de l'appel à projets MAEC transition qui était ouvert jusqu'au 29 octobre, afin de valider un remaquetage le plus juste possible. De plus, la Saône-et-Loire a été choisie parce que c'est le plus gros département agricole de la Région Bourgogne Franche-Comté.

Mme VISSANT revient sur LEADER, pour lequel il pourrait paraître étonnant de n'avoir que 2 % de programmation à ce jour, mais un véritable travail de fond est réalisé avec les services de la Région et des GAL et les programmations viennent à peine de commencer. Le taux augmentera en 2026 et cette mesure est totalement accompagnée par la Région Bourgogne-Franche-Comté. La démarche est lancée, de nombreux territoires ont un véritable vivier de projets, étant à 90 ou 100 % de programmation prévisionnelle, avec des résultats concrets prévus pour 2026.

M. RITZ note que les phases de concertation peuvent toujours être améliorées. Ils ont bien reçu le message de M. BROCHOT. Les Conseils départementaux sont concertés depuis l'été 2024, en communiquant au maximum les chiffres au fur et à mesure de l'avancement de la programmation. En prévision du remaquetage, des réunions ont eu lieu en septembre, octobre et novembre. Les chiffres ont évolué entre le 15 octobre et le 4 novembre, mais il a été souhaité faire ce remaquetage au plus tôt, avec un sujet sur la prégnance du traitement de l'eau, 150 dossiers ayant été identifiés par la Chambre de l'agriculture. Il fallait faire ce remaquetage pour que les préparations budgétaires incluent les dotations complémentaires et ce sont des exercices dont le calendrier est très serré. Les éléments ont été communiqués aux départements, bien qu'il soit compliqué d'ajouter 300 000 euros pour un département ou 2,8 millions pour la Région dans des délais contraints. La concertation avec les départements a été faite, même avec des éléments tardifs, ce qui a permis à leurs élus de préparer les étapes budgétaires, sachant que les crédits qu'il faut inscrire ne seront nécessaires qu'en 2026. S'agissant de LEADER et Natura 2000, le traitement est différent et n'est pas traduisible dans les chiffres de programmation, puisqu'un travail se fait sur le terrain.

M. MATHIEU n'a pas trouvé le tableau avec les consommations dans le dossier de séance et demande à le recevoir ultérieurement. Par ailleurs, il s'interroge sur la sous-consommation de 8 millions sur les MAEC.

M. LE PRÉSIDENT explique que cette MAEC a été ouverte en totalité cette année et n'a pas trouvé son public.

Il est pris acte à l'unanimité de la modification de la maquette régionale FEADER 2023-2027.

4. Modification de plusieurs fiches d'interventions régionales et des grilles de sélection

M. RITZ propose de passer la parole aux services instructeurs au fur et à mesure des différents dispositifs, rappelant qu'une fiche sera traitée sur le report des soldes de DJA RDR3 sur le RDR4 sur la base d'un document remis sur table pour permettre de faire des paiements à partir de début 2026. Le déploiement de l'outil dédié à ce dispositif se fera en dehors d'EURO-PAC pour simplifier la vie des porteurs de projet et ne pas leur causer une difficulté supplémentaire.

Mme. CHAN présente les modifications de la fiche 73.01 sur la modernisation et l'adaptation des exploitations d'élevage au dérèglement climatique. Les modifications concernent trois sujets, dont la notion de projet stratégique. Un projet stratégique est le fait de sécuriser le financement d'investissements portés par les exploitations qui font suite à un conseil stratégique ayant permis d'élaborer un plan d'action. L'objectif de cette modification est de permettre que la notion de projet stratégique soit attribuée à des dossiers dans lesquels au moins un investissement a été conseillé dans le plan d'action, des dossiers pouvant porter sur différents investissements en termes de modernisation. La deuxième modification est le fait de permettre un rehaussement du plafond, qui passe de 100 000 à 200 000 euros pour des gros projets, à condition que le porteur de projet s'engage à ne déposer qu'un seul projet sur l'ensemble de la programmation, par équité pour les porteurs étant limités à deux dépôts de 100 000 euros. La troisième modification porte sur le sujet des investissements en faveur d'une gestion durable de l'eau sur les exploitations agricoles, avec un futur appel à projets sur ce sujet. Il est envisagé une majoration et un sur-plafond pour les projets présentant des investissements de stockage d'eau pluviale avec cuve enterrée dans un souci de durabilité et de qualité de l'eau pour l'abreuvement du bétail.

M. LE PRÉSIDENT note que le sujet principal est de permettre aux agriculteurs qui ont de gros investissements à faire d'être moins limités en doublant le plafond des dossiers, d'autant que l'inflation sur les bâtiments d'élevage est très importante dans la période.

M. SAUCE souhaite savoir, sur le sujet hydraulique individuel, si c'est dans cette fiche qu'est traité le sujet du stockage partagé, par exemple entre un agriculteur et une commune ou avec le SDIS.

M. RITZ remercie la profession d'avoir remonté cette demande, notamment dans des délais courts. C'est un sujet à expertiser avec prudence, sans fermer la porte, bien que cela ne porte pas sur le stockage individuel tel qu'évoqué dans la fiche. De plus, il y a un obstacle à la mobilisation du FEADER sur des usages partagés qui ne sont pas dédiés principalement à l'agriculture. La question est prise et si cela peut être intégré à l'avenir, ce sera fait.

M. FACQUER demande si ces investissements partagés peuvent être à plusieurs agriculteurs.

M. RITZ répond qu'il y aura peut-être différentes solutions, d'où la raison pour laquelle ils n'ont pas fermé totalement la fiche hydraulique collective.

Mme. CHAN indique sur le dispositif modernisation qu'il y a trois grilles de sélection portant chacune sur un des volets thématiques du dispositif, dont la construction et la modernisation des bâtiments d'élevage, le stockage des effluents et la performance énergétique des exploitations agricoles. Les modifications sont conjointes à chacune de ces trois grilles. Il s'agit de mises en cohérence, notamment sur le volet projet stratégique, avec des délais de validité des diagnostics retirés de la grille de sélection. Dans les critères de sélection sur les nouveaux agriculteurs, il a été ajouté la mention expresse des JA qui n'ont pas sollicité la DJA, puisqu'ils sont dans le dispositif soumis aux mêmes conditions de soutien que les nouveaux agriculteurs. Des clarifications ont été faites, notamment sur le retrait de pourcentages pour des projets collectifs ou des durées qui alourdissent la grille de sélection, pour éviter des ajustements mineurs en Comité de suivi. En lien avec l'appel à projets sur les investissements en faveur de la gestion durable de l'eau, il a été ajouté une grille conjointe au dispositif d'accompagnement des investissements pour la transition

agroécologique et les productions végétales qui reprend des critères communs au dispositif modernisation et transition et ajoute des critères spécifiques sur la diversité des investissements pour la gestion de l'eau.

M. SAUCE insiste sur le critère des conditions de travail, fondamental pour la modernisation des bâtiments d'élevage et le monde agricole. Il faut que le nombre de points mis sur les conditions de travail dans la grille soit réévalué pour correspondre à l'intérêt de refaire des bâtiments.

M. LE PRÉSIDENT reconnaît qu'il faut faire des efforts sur les conditions de travail et que c'est important, bien qu'il faille garder l'aspect sélectif des grilles.

M. FACQUER salue l'entrée des JA sans DJA dans le type de porteurs et demande si le nombre de points obtenus est le même que pour un JA avec DJA.

Mme. CHAN répond qu'il y a des nombres de points différents. Les JA avec DJA ont un nombre de points supérieurs aux JA sans DJA et aux nouveaux agriculteurs.

Sur l'accompagnement des transitions agroécologiques et des productions végétales, Mme. CHAN annonce que certaines modifications sont identiques à celles de la modernisation, avec la même définition sur la notion de projet stratégique, le même relèvement des plafonds et les majorations relatives au stockage d'eau pluviale avec cuve enterrée. La différence porte sur l'ajout d'un sur-plafond supplémentaire pour les aires de lavage collectives et pulvérisateurs. Ces investissements sont financés depuis plusieurs programmations. Il reste quelques projets coûteux qui permettent de mutualiser un investissement pour de nombreuses exploitations, notamment viticoles.

M. GAUJARD demande si le sur-plafond est bien de 400 000 euros pour les aires de lavage collectives.

M. LE PRÉSIDENT acquiesce. De plus, il faut ajouter le traitement de l'eau usée, qui coûte très cher aux porteurs de projet.

M. MENIGOZ souhaite savoir si toutes les zones sont éligibles à cette aide. Il s'interroge par ailleurs sur certains dossiers qui n'ont pas pu être accompagnés parce que le nombre de points minimum n'était pas atteint par des exploitants en individuel sur des aires de lavage.

Mme. CHAN répond que le dispositif est ouvert sur l'ensemble du territoire régional. Sur la seconde question, il a été constaté lors de l'appel à projets 2023 que des exploitations individuelles, principalement viticoles, avaient du mal à atteindre le nombre de points minimum et certains critères ont été revus pour permettre que les investissements qui correspondent à la thématique ciblée par l'appel à projets et portés par ces exploitations puissent être revalorisés dans la grille.

M. MENIGOZ précise que des dossiers n'ont pas été déposés, parce que le minimum de points requis n'était pas atteint, d'où la nécessité de retravailler cette grille pour mobiliser ces fonds.

Mme. CHAN affirme qu'ils ont sollicité les conseillers de chambre pour avoir un recensement des projets qui ont été retenus avant dépôt, les conseillers ayant analysé qu'ils n'atteindraient pas les 30 points, pour avoir la vision la plus exhaustive possible et une remontée des critères qui auraient pu être valorisés au sein de la grille pour chacun des projets. Il faudra en faire la meilleure synthèse possible dans une future modification, mais cela demande un travail de fond.

M. LE PRÉSIDENT souligne qu'ils ont mis en place des réunions entre les conseillers de région et les autres pour bien se caler. Des gens peuvent croire qu'ils auront 50 000 euros de subvention, mais ils n'ont que 20 000 après analyse et il faut travailler en amont sur ces dossiers. Des agents et accompagnateurs sont formés pour avoir un dialogue cohérent, sachant qu'il ne faut pas s'engager sur des montants tant que la Région n'a pas instruit le dossier.

M. SONTAG note pour la mesure transition que des zones vulnérables seront définies. Ce serait un bon moyen d'aider les exploitations dans ces zones que de leur donner des points supplémentaires, alors que seules les zones prioritaires sont retenues dans la proposition.

M. LE PRÉSIDENT mentionne qu'il y a encore un débat sur ces zones et qu'elles ne sont pas figées à ce jour. Une fois qu'elles le seront, il faudra étudier vers quoi aller.

M. BLANC note que M. SONTAG est au courant, puisque la consultation est en cours pour définir ces zones vulnérables.

M. SONTAG estime qu'il n'est pas gênant de dire que c'est prioritaire pour les zones vulnérables, puisqu'elles évoluent.

M. MENIGOZ pense qu'il peut être bien d'accompagner les agriculteurs face à l'évolution de ces zones. Il n'est pas contradictoire de revoir la grille sur ce point particulier, c'est simple et modifiable immédiatement.

M. FACQUER ajoute qu'il est d'autant plus nécessaire d'avoir un accompagnement car de nouvelles zones seront créées prochainement.

M. CORNU met en exergue que, l'évolution n'étant pas figée, il est intéressant de mettre des points aux gens qui vont s'y retrouver à un moment. Cela permettrait au Conseil régional d'avoir un coup d'avance.

M. LE PRÉSIDENT note ces requêtes et propose qu'un travail conjoint soit fait avec les services de la Région en vue d'un prochain Comité.

Ajout post-Comité : Cette demande ne rencontrant pas d'opposition des autres membres du Comité régional de suivi, une version modifiée la grille de sélection 73.01 Transition agroécologique des productions végétales intégrant cette demande est proposée.

M. MENIGOZ demande ce qui les empêche de le faire dans l'instant.

Mme. CHAN explique qu'il y a plusieurs sujets sur ces zones vulnérables et qu'il faut bien comprendre le fonctionnement des grilles. Ils sont là sur la transition agroécologique, mais l'extension des zones vulnérables concerne aussi la modernisation, principalement par rapport aux capacités de stockage. Le lien thématique entre les zones vulnérables nitrates et ce dispositif est sur les investissements en faveur de la réduction des intrants et un ciblage doit être fait dans la grille pour croiser le zonage avec la thématique ciblée par l'investissement. Sur le fonctionnement des grilles, l'ajout d'un critère change les équilibres relatifs et il faut prendre le temps de regarder les impacts pour l'ensemble des projets et ne pas modifier les équilibres.

M. MENIGOZ n'approuve pas, puisque cela ne représente pas une modification du montant demandé, mais a entendu la réponse.

M. METERY passe à la diversification. La première modification de ce dispositif concerne les éléments de rédaction en commun avec les trois fiches émergeant à la fiche 73.01 du PSN, sur le fait qu'un seul investissement permet de déclencher le projet stratégique. Une modification spécifique à la diversification porte sur l'exclusion des cultures intermédiaires à vocation énergétique, dans un souci de cohérence avec les politiques de transition énergétique sur l'absence de financement des chaufferies biomasse alimentées par ce type de culture. La deuxième modification concerne la suppression d'éléments issus de régimes d'aides d'État spécifiques à la diversification, mais qui ne s'appliquent pas à tous les projets, dans un but de simplification de l'instruction des projets. En termes de modification de la grille, les éléments de rédaction sont harmonisés avec les deux fiches précédentes, avec une modification pour attribuer des points aux JA sans DJA et plusieurs éléments de clarification, dont des points sur l'économie

d'eau et d'énergie qui peuvent être attribués même si les dépenses générant ces économies ne font pas partie de l'assiette éligible. Il y a une clarification rédactionnelle sur les GIEE et le simple fait d'être membre permet d'attribuer les points sans qu'il y ait un investissement en lien avec les documents du GIEE.

M. FACQUER revient sur les JA sans DJA. Pour la Coordination rurale, un JA sans DJA est quelqu'un qui a consommé moins d'argent public qu'un JA avec DJA. Il considère ainsi qu'il n'est pas normal qu'il ait moins de points sur un autre projet qu'un JA avec DJA.

M. LE PRÉSIDENT comprend la remarque, mais le but est que les JA soient suivis et accompagnés dans le cadre d'un projet construit.

M. SAUCE rapporte qu'il est demandé sur la diversification d'avoir deux appels à projets en 2026 en essayant d'y inclure beaucoup d'agriculteurs et de jeunes agriculteurs.

M. LE PRÉSIDENT entend la demande. Avec un seul appel à projets, l'enveloppe est très vite consommée, et il faut aussi bien caler les dates des appels à projets.

M. MENIGOZ propose de faire un lien entre la diversification et les autres grilles de sélection quand il y a des projets d'économie d'eau ou d'énergie. Ce n'est pas finançable sur ce volet, mais il serait bien que cela donne des points sur les autres grilles pour faire le lien.

M. LE PRÉSIDENT propose de regarder si le nouvel appel à projets sur l'eau étudié après répondra à ces exigences. S'agissant du dispositif PEI, c'est un moyen transversal de faire réfléchir des gens sur un projet et de se coordonner sur ce qui a déjà été fait en France ou en Europe. Ce sont des projets stratégiques au niveau national et international.

Mme THOZET annonce que le dispositif PEI vise à rapprocher le monde de la recherche et le monde agricole et forestier afin de développer des solutions innovantes pour répondre aux besoins du terrain. Les modifications de la fiche sont une réorganisation des différentes rubriques, avec une réécriture pour simplifier. Des définitions ont été ajoutées pour s'assurer d'une approche commune et bien maîtrisée ce qu'est une innovation et un projet partenarial, avec des précisions sur l'utilisation des options de coûts simplifiés forfaitaires pour certaines dépenses retenues dans ces projets. Enfin, a été supprimée la possibilité d'avoir des avances sur ce dispositif. S'agissant de la grille, le dispositif PEI en Bourgogne-Franche-Comté a fait l'objet en 2025 d'un audit de la Cour européenne des comptes avec d'autres régions, et les enseignements de cet audit proposent un renforcement des critères de la grille de sélection sur le degré d'innovation, les potentiels impacts du projet et son potentiel d'essaimage.

M. SAUCE s'étonne de la suppression de la possibilité de verser des avances.

M. FRITZ précise qu'il y a la possibilité de payer des acomptes.

M. RITZ passe à la fiche d'intervention sur le solde DJA. C'est le dernier dispositif faisant l'objet d'une fiche mesure à approuver par le Comité de suivi. Cela permettra de verser les aides à l'installation agriculture ayant fait l'objet d'un engagement sur la programmation 14-22, via un dispositif de *carry over*. Les soldes étant versés 4 ou 5 ans après l'engagement, les dossiers déposés après fin 2020 ne peuvent pas être payés sur le RDR3. Il faut valider cette fiche pour basculer au RDR4 après le 31 décembre 2025 et pouvoir payer les soldes des DJA programmées sur les PDR Bourgogne et Franche-Comté.

M. LE PRÉSIDENT mentionne que la Région Bourgogne-Franche-Comté a mis la totalité de ses moyens pour que les jeunes agriculteurs soient toujours payés en temps et en heure, et ils sont à ce jour payés à 3 mois.

Mme THIALLIER présente la modification de la fiche sur la mesure de protection des cours d'eau

et des sols. Il est proposé de modifier la fiche pour retirer la mention de la conformité au document d'objectif des sites Natura 2000 pour une simplification, puisque cela fait doublon avec les exigences réglementaires propres à Natura 2000. Il y a une modification de la grille de sélection, avec l'ajout d'un critère sur la localisation qui vise à donner 10 points supplémentaires pour un projet situé dans un bassin d'alimentation de captage, avec des enjeux de qualité de l'eau majorés.

M. FRITZ indique que la modification de la fiche relative aux investissements dans les industries agroalimentaires porte sur la temporalité à laquelle il est demandé des avis ICPE et police de l'eau pour pouvoir les avoir au moment du Comité de sélection afin de sélectionner des projets qu'ils seront en mesure de programmer et conformes aux avis en question, plutôt que de retarder leur programmation.

M. LE PRÉSIDENT souligne que cette fiche fonctionne bien et crée de la valeur ajoutée. Le tissu d'outils et de coopératives en Bourgogne-Franche-Comté est important. Aider les industries agroalimentaires, c'est soutenir le revenu des agriculteurs.

Les fiches et grilles de sélection sont validées.

5. Perspectives

Un point sur l'avancement des outils de paiement est présenté. M. RITZ annonce qu'il s'agit de permettre le dépôt et l'instruction des demandes de paiement sous contrôle de l'ASP.

Le descriptif du système de gestion et de contrôle (DSGC) avait été approuvé pour payer des acomptes. Le DSGC sera validé en intégralité en décembre.

S'agissant de finaliser les outils de paiement sous Euro-PAC, il sera présenté le calendrier des ouvertures déjà réalisées. Il faut préparer les documents et formations nécessaires aux paiements, avec beaucoup de travail pour former les accompagnateurs et simplifier la vie des porteurs. Il faut ouvrir les dépôts dans l'outil, sachant qu'à chaque ouverture, les dépôts sont progressifs et les bénéficiaires sont informés par mail.

Sur la DJA, 60 acomptes ont déjà été payés, c'est un dispositif activé depuis l'été.

Le module de paiement sur modernisation est ouvert, avec une phase pilote réalisée avec la Chambre d'agriculture de Saône-et-Loire et une montée en puissance progressive de l'ensemble des modules de paiement.

Sur les crédits court terme ayant accompagné ce retard dans la mise en place, 300 dossiers ont été accompagnés pour 20 millions d'euros de crédits de trésorerie à taux zéro apportés par les banques, ce qui n'est pas négligeable.

Sur l'avancement des paiements, c'est ouvert sur modernisation, cela le sera courant décembre sur transition agroécologique, et c'est ouvert sur PEI émergence et fonctionnement, avec les échéanciers de dépôt progressivement ouverts pour les porteurs. Sur Natura 2000, les formations sont faites et cela ouvrira courant décembre. Sur les industries agroalimentaires, c'est opérationnel.

Les porteurs de projet devront faire attention à déposer dans le bon module, acompte ou solde. Les dépôts se feront en fin d'année, avec ensuite la vérification de service fait et la validation par l'ASP, pour des premiers paiements en février ou mars 2026 sur la majorité des dispositifs.

En termes de calendrier pour l'année 2026, les appels à projets sont prévus en février et septembre pour transition agroécologique, en mars et octobre pour modernisation, en mars pour diversification, en mars pour desserte, en avril pour PEI et en novembre pour API.

Sur l'eau, il reste à finaliser l'arrêté sur les deux volets modernisation et transition et il faut travailler avec les co-financeurs que sont les Départements et les Agences de l'eau pour ouvrir un arrêté conforme en lien avec les chambres et les 150 dossiers identifiés. Il faut une articulation fine entre les dossiers petits équipements et ceux de stockage individuel dans les exploitations.

Pour les industries agroalimentaires, un appel à projets est en cours pour 9 millions d'euros et le prochain sera en novembre 2026.

Le choix fait jusqu'à ce jour a été d'ouvrir des appels à projets avec des enveloppes financières importantes qui ont fait que les projets ont bien été sélectionnés grâce aux grilles et au nombre de points et non refusés du fait d'un manque de financement. Si plusieurs appels à projets sont ouverts sur une année, cela divise d'autant les enveloppes et peut amener à devoir refuser des projets par manque de fonds sur le premier appel, obligeant le porteur à réitérer sa demande lors de l'appel à projets suivant et le mettant en risque de ne pas non plus être retenu. Avec ce risque en tête, la question se pose d'avoir deux appels à projets ou un seul avec une grosse enveloppe, sachant que ces dispositifs sont toujours consommés au maximum.

M. LEMEE mentionne que son inquiétude principale portait sur les JA et demande si le deuxième appel pourrait être réservé aux JA sur la diversification. Cela permettrait à quelqu'un qui s'est installé un peu plus tard de faire un dépôt lors du deuxième appel à projets de l'année pour ne pas bloquer l'installation des jeunes.

M. SAUCE suggère de conserver une grosse enveloppe pour le premier appel à projets et de confirmer le deuxième uniquement en cas de reliquat. De plus, ce sujet diversification a connu du succès, avec de nombreux agriculteurs qui n'ont pas pu être accompagnés.

M. RITZ propose de partir sur un appel à projets au printemps avec des enveloppes financières conformes. S'il y a une surconsommation, ils pourront projeter le second.

M. LE PRÉSIDENT retient la proposition de M. LEMEE. La question posée en Chambre régionale d'agriculture est de dire que les jeunes agriculteurs ont des projets parce que l'installation contient des projets, mais qu'ils sont un peu bloqués. S'il reste de l'enveloppe, elle peut être fléchée directement sur les JA pour pouvoir les suivre.

M. VERNIER s'interroge sur la temporalité des différents appels à projets, notamment l'appel à projets spécifique sur l'eau prévu en juin et celui modernisation prévu en mars. Il peut y avoir des projets globaux avec une citerne enterrée sous un bâtiment, dossier qui sera déposé sur un autre volet modernisation. Dans les instructions et les autorisations pour débiter les travaux, il faudra une cohérence pour que le projet puisse bien élargir sur les deux dispositifs différents.

M. RITZ estime que le volet eau est déjà intégré si le projet est global. C'est pour des projets où il n'y aurait pas de projet global qu'un appel à projets est ouvert pour le stockage individuel.

M. VERNIER relève qu'il y a parfois des optimisations faites des dispositifs, avec des lignes de partage en fonction des plafonds.

M. LE PRÉSIDENT souligne qu'il y a des discussions tendues sur les projets coupés. Il faut de la fonctionnalité dans les projets, même s'il est possible d'optimiser. S'agissant de la diversification, il retient la proposition d'avoir un deuxième appel à projets pour les JA s'il reste de la consommation d'enveloppe, sachant qu'il y a 5 millions sur ce sujet et qu'il faut aller au bout.

M. MATHIEU demande, s'agissant du pilotage de la mesure diversification, quel est le montant de l'enveloppe envisagée.

M. RITZ rappelle que l'enveloppe était de 5 millions d'euros sur la diversification, avec deux appels à projets d'environ 3 millions d'euros chacun. Le prochain à la rentrée sera ouvert dans les mêmes ordres de grandeur de 3 à 3,5 millions, de même que sur transition agroécologique.

6. Communication

Mme VERLEYE expose que les actions de communication déployées par la Région Bourgogne-Franche-Comté ont pour objectif de faire connaître au plus grand nombre les possibilités de financement offertes par les fonds européens dans la Région.

Le site Internet *europe-bfc.eu* a fait l'objet d'une refonte complète en janvier 2025, dont l'objectif était de faciliter l'accès aux appels à projets et de mettre à disposition des bénéficiaires et des partenaires l'ensemble des documents utiles pour déposer les demandes d'aide. À ce jour, il y a eu 31 000 visiteurs depuis la mise en ligne, avec plus de 94 000 pages vues et près de 22 000 téléchargements. La page dédiée à la mesure M23 est la plus consultée, avec plus de 9 700 vues. Les autres pages fortement vues sont sur la transition, la modernisation et la diversification, et il y a beaucoup de consultations de la page dédiée à Euro-PAC, avec un ensemble de tutoriels pour aider les bénéficiaires à bien utiliser l'outil. La page de contact est un accueil de premier niveau qui renvoie les demandes vers Mon Projet Européen, avec près de 60 demandes depuis cette page, dont plus d'un tiers sur la thématique agriculture. Quant à l'appel à projets MAEC, il a fait l'objet d'une communication renforcée, mais l'ensemble des appels à projets sont disponibles sur le site sur la page « Nos aides ». Cet appel à projets a été publié sur le site Europe, sur le guide des aides du site de la Région, mais a aussi fait l'objet d'un communiqué de presse spécifique durant l'été, avec 11 reprises dans la presse régionale et spécialisée et une publication sur le réseau LinkedIn.

M. LE PRÉSIDENT note que cette communication permet à l'ensemble des aides et financements européens d'être visibles par tous. Il émet le regret sur la M23 que de nombreuses personnes n'aient pas demandé d'aide parce qu'elles ne croyaient pas pouvoir toucher jusqu'à 23 000 euros. Cela s'est bien passé et cette mesure M23 a été faite dans un délai très court de 4 semaines, toutes les organisations agricoles, l'État et l'ASP s'étant mis autour de la table pour aider les agriculteurs. Il faut encore faire de la communication et il faudra travailler sur la future FSA, France Services Agriculture, et sur la nouvelle DJA. À ce jour, un agriculteur sur deux s'installe sans DJA, ce qui n'est pas logique et il faut pouvoir faire bénéficier de ces aides à un plus grand nombre d'agriculteurs. L'agriculture est complexe et les jeunes doivent être accompagnés.

M. LEMEE demande à avoir un état des lieux des paiements de la M23, ayant été interpellé le matin même par un jeune dans une situation difficile et n'ayant pas reçu cet argent.

Mme JALABER-FERREY répond que, le vendredi précédent, 352 nouvelles demandes de paiement étaient prêtes à être payées au titre de la M23. Depuis vendredi, 11 ou 12 sont déjà en attente de certification, qui est le dernier mouvement en local avant paiement par le comptable.

M. RITZ précise que ces 382 sont celles de la semaine précédente, mais qu'il y en avait eu 400 la semaine d'avant. Toutes les autorisations de paiement ont bien été transmises à l'ASP avant le 15 octobre. Quelques dossiers font l'objet d'un contrôle sur pièces sur place, mais tous les dossiers éligibles de la M23 à financer sur du FEADER seront payés avant la fin de l'année conformément aux engagements. 300 à 400 dossiers sont payés toutes les semaines.

M. LEMEE note qu'il y a encore un peu de délai, mais les jours sont comptés d'ici la fin d'année.

M. RITZ affirme que tous les dossiers M23 seront payés dans les trois semaines, la fin de l'année comptable de l'ASP étant le 17 décembre. De plus, sur les dossiers refusés, certains avaient fait l'objet de recours. 50 dossiers sur les 200 faisant l'objet d'un recours sont présentés pour une reprogrammation sur des crédits Région pour environ 600 000 euros, puisque ce n'est pas la faute du porteur, mais dû une erreur de l'administration. Ces dossiers sont présentés à la Commission permanente du 21 novembre 2025 et seront aussi payés en 2025.

M. LE PRÉSIDENT souligne que ces erreurs représentent moins de 3 % des dossiers, ce qui peut être acceptable.

7. Programmation PAC post-2027

Mme PERTUISET annonce qu'une nouvelle architecture se mettra en place pour la prochaine programmation, l'idée étant d'avoir moins de programmes, avec une enveloppe globale autour des

2 000 milliards d'euros sur ce cadre financier et une vraie simplification en termes de rubriques. Le cadre serait organisé en quatre rubriques, dont une contenant la politique agricole s'intitulant « Cohésion agriculture et zones rurales, affaires maritimes, prospérité, sécurité ». Ce cadre financier pluriannuel doit se décliner en enveloppes nationales.

Sur cette rubrique, la France bénéficierait d'une enveloppe d'environ 90 milliards d'euros, dont 51 milliards fléchés au titre de la PAC, avec une notion de flexibilité et un reste à distribuer de 27 milliards. Un des enjeux de cette future programmation est la potentielle mise en concurrence de politiques qui se retrouvent sous la même rubrique. Une autre question porte sur la place des autorités locales par rapport aux autorités nationales dans des plans appelés « plans de partenariats nationaux et régionaux ». Les États-membres auront la main sur les enveloppes et pourront organiser ces plans sous forme de chapitres sectoriels ou régionaux pour sanctuariser la place des collectivités.

M. LE PRÉSIDENT souligne qu'il reste beaucoup de travail. Régions de France veut surtout une enveloppe dédiée au niveau de la PAC, ce qui donnerait de la visibilité à tout le monde afin de pouvoir renouveler les générations et avoir une agriculture dynamique. Cette visibilité n'est possible que grâce à un budget sanctuarisé.

Mme BOGEY remercie le Comité, puisque c'est toujours enrichissant d'entendre les échanges et d'avoir les échos du terrain. Elle prend note des différentes problématiques à relayer à Bruxelles. Ils suivent la DNC, sans être chef de file sur ce sujet, et travaillent avec la DG santé, leur commissaire étant bien courant et suivant ce sujet. S'agissant de la mesure 23, elle se réjouit de savoir que tous les paiements seront finalisés d'ici la fin d'année et qu'elle a été bien utilisée dans la Région. Concernant le débat autour de Natura 2000 et du FEADER, il faut souligner que le FEADER porte sur le développement rural. Il y a une partie pour les agriculteurs, mais il s'agit aussi de rendre les zones rurales plus vivantes en termes d'infrastructures, de services de base, ainsi qu'en termes d'environnement et de paysage. C'est un point qui évoluera *post-2027*, parce qu'il y aura les interventions pour la PAC pour les agriculteurs et exploitants forestiers et ce qui est qualifié de développement rural sera plutôt en dehors du budget sanctuarisé pour la PAC. La PAC *post-2027* est une proposition à ce stade et beaucoup d'évolutions sont encore à venir. Dans les discussions, chaque contribution sera importante pour s'assurer que tous les intérêts sont représentés.

M. LE PRÉSIDENT rappelle qu'un travail est en cours sur un nouveau remaquetage en 2026, l'évolution des grilles étant permanentes. Il faut rester proche du terrain, notamment dans l'écriture des appels à projets. Il souligne l'importance de l'Europe sur ces fonds mutualisés et remercie les membres pour leur participation.

La séance est levée à 12 heures 09.

Précision post comité relative à grille de sélection concernant l'intervention « 73.01 Investissements pour la diversification des activités et des productions agricoles - Mise en place et développement de productions émergentes en région ».

L'intitulé de la modalité « Projet économe en énergie (investissement réalisé lors du projet) » est remplacé par « Projet économe en énergie ».

Pour le Président et par délégation,
le Directeur général adjoint

Olivier RITZ

PARTICIPANTS

DESSOLLE GIORDANO AMÉLIE	AER BFC
JALABER-FERREY SANDRINE	ASP
BUSSY FRANÇOISE	AUTUN MORVAN ÉCOLOGIE
GILLOT FRÉDÉRIC	CESER BFC
DEBOUVRY CAROLINE	CESER BFC
MENIGOZ STEPHANE	CHAMBRE AGRICULTURE 70
VIVOT VALERIE	CHAMBRE REGIONALE D'AGRICULTURE BFCE
BOGEY LOUISE	COMMISSION EUROPÉENNE
MATHEY AGATHE	COMMUNAUTÉ DE COMMUNES AUXONNE PONTAILLER VAL DE SAÔNE
DEUEZ LOUIS	COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LOUE LISON
TOURDOT DAVID	COMMUNAUTÉ DE COMMUNES RAHIN ET CHÉRIMONT
GAUJARD JÉRÔME	CONFÉDÉRATION PAYSANNE BFC
DEJARDIN INÔS	CONFÉDÉRATION PAYSANNE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
MATHIEU SYLVAIN	CONSEIL RÉGIONAL
PENAUD VIOLAINE	CONSEIL RÉGIONAL
FALCONNET CHLOÉ	CONSEIL RÉGIONAL
DURAFOUR TIFAINÉ	CONSEIL RÉGIONAL BFC
BLOT SOPHIE	CONSEIL RÉGIONAL BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
VERNOTTE TRUCHETET VALENTINE	CONSEIL RÉGIONAL DE BOURGOGNE
LAFARGE NATHALIE	CONSEIL RÉGIONAL DE BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
GARNERET EMILIE	CONSEIL REGIONAL BFC/DGS/DAF/SDAP
GARNERET EMILIE	CONSEIL REGIONAL BFC/DGS/DAF/SDAP
BUIS ALEXA	CONSEIL REGIONAL DE BOURGOGNE FRANCHE COMTE
TROUVE PASCAL	COVATI
KREBS CLOTILDE	CR BFC - SERVICE PSN-PDR
BOUVET-AGNELLI FIONA	CRBFC
FRITZ MATHIEU	CRBFC
BARBEAU CHRISTINE	CRBFC - DAF
BARRACHIN MARIE CAPUCINE	DÉPARTEMENT DE LA CÔTE D'OR
BRAND MARIE-PAULE	DÉPARTEMENT DU DOUBS
ARDOINT ALIZÉE	DAF
GRAF EMILIE	DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAÔNE
GRAF EMILIE	DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAÔNE
VERNIER BENOIT	DEPARTEMENT DU DOUBS
HERVÉ CAROLINE	DG AGRI
DIEME TIDIANE	DIRECTION AGRICULTURE ET FORÊT
TETERIN VICTOR	DIRECTION AGRICULTURE ET FORÊT - CR BFC
SORY HUGUES	DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES (DDT) DU DOUBS

BLANC CHRISTOPHE	DRAAF
ADAMI PIERRE	DRAAF BFC
HORSIN ANNE	FR CUMA BFC
BERTIN MARIE	FRANSYLVA
BERTIN MARIE	FRANSYLVA FRANCHE-COMTÉ
SONTAG ALEX	FRSEA BFC
SAUCE STÉPHANE	FRSEA/CIA 25/90
PEA JULIEN	MAISON DE L'EUROPE
DAVID DELPHINE	PAYS BEAUNOIS
COLIN MÉLANIE	PAYS LÉDONIEN
BRUNOT DELPHINE	PAYS SEINE ET TILLES EN BOURGOGNE
VISSANT CAROLINE	PETR DU PAYS AUXOIS MORVAN
CUIN PIERRE	PETR DU PAYS GRAYLOIS
THIALLIER CLAIRE	RÉGION
FLORENCE KOHTZ	RÉGION BFC
BAER THÉRÈSE	RÉGION BFC
JALLET SARAH	RÉGION BFC
METERY FABIEN	RÉGION BFC
BIDAL LUCIE	RÉGION BFC
BAILLY MAGALI	RÉGION BFC
CERNOIS JOEL	RÉGION BFC - DAF
LIGNIER DANIEL	RÉGION BFC - DERI
JALLET SARAH	RÉGION BFC - DERI - SERVICE PSN-PDR
SOUILLARD MAXIME	RÉGION BFC DERI
M'MADI SITRATI	RÉGION BOURGOGNE FRANCHE COMTÉ
BERTHAUD OLIVIER	RÉGION BOURGOGNE FRANCHE COMTE
MESLIER MATHIAS	RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
VERLEYE MARYLINE	RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
FROMAGEOT SANDRINE	RÉGION BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE
CUPILLARD CHANTAL	REGION BFC
LEMPEREUR PATRICIA	REGION BFC
CUPILLARD CHANTAL	REGION BFC
RITZ OLIVIER	REGION BFC
CUTULLIC MARIE	SYNDICAT MIXTE DE LA BRESSE BOURGUIGNONNE
CONTREAU PERRINE	SYNDICAT MIXTE DU CHALONNAIS

